



**Syndicat Unitaire des Personnels
des Administrations Parisiennes**

50 avenue Daumesnil 75012 Paris / tel 01 44 68 13 75 / mail: syndicat.supap-fsu@paris.fr

LA FSU TERRITORIALE **PARIS**

Lundi 7 septembre

Manifestons contre les violences sexuelles faites aux femmes et aux enfants

Après la mort de Lyhanna de nombreuses manifestations ont eu lieu devant les tribunaux et les préfectures pour demander un vrai changement.

Alors que des années de coupes budgétaires ont engorgé et désorganisé le service public de la justice, le gouvernement et Darmanin a cherché à masquer leur responsabilité en pointant du doigt quelques magistrats.

L'extrême-droite et la droite extrême ont fait dans la surenchère répressive. Mais ce ne sont pas la castration chimique ou le rétablissement de la peine de mort qui empêcheront ces délits et ces crimes.

Chaque année 160 000 enfants sont victimes de violences sexuelles (8 sur 10 le sont dans le cadre de la famille), 97% des agresseurs sont des hommes.

Ces violences sexistes sexuelles faites très majoritairement aux femmes et aux enfants ont lieu dans la famille, les institutions, la rue, au travail. Elles ne sont pas des « faits divers » médiatiques, mais la manifestation d'une société de domination masculine.

C'est pourquoi la prévention et l'éducation sont fondamentales (à l'école et partout, promouvoir des relations fondées sur le consentement).

Tous les services publics doivent avoir les moyens de prévenir ces violences en leur sein, et quand elles existent en dehors, de les signaler, d'accompagner les victimes, de sanctionner les agresseurs.

Les victimes doivent avoir la garantie d'un accompagnement pénal protecteur et respectueux de leurs besoins.

Pour protéger les enfants, pour en finir avec les violences sexistes sexuelles faites aux femmes et aux enfants, il faut une volonté politique et des moyens !

Il faut une loi-cadre intégrale dotée d'un vrai budget (3 milliards d'euros par an).

Protéger les enfants : à la Ville aussi, il faut des moyens

Pour prévenir les risques d'agression sexuelle sur enfants, pour que les écoles, crèches et structures d'accueil protègent les enfants et assurent leur rôle de repérage de situations de danger pour les enfants dont la majorité trouve leur origine dans le cadre familial,

Pour que les services sociaux, la PMI, l'Aide Sociale à l'Enfance et les associations spécialisées assurent leurs missions d'évaluation, d'accompagnement et de protection des enfants,

Il faut **mettre fin aux sous-effectifs**, à la surcharge de travail, il faut recruter, former, mettre fin à la précarité, garantir des temps de réunion professionnelle, rendre attractifs ces métiers

Prévenir et sanctionner les violences sexistes et sexuelles au travail : à la Ville aussi, il faut des moyens !

Depuis son lancement la majorité des signalements faits auprès de la cellule centrale de recueil des signalements sont "redescendus" vers les directions, alors que les agent·es saisissent la cellule centrale justement par manque de confiance dans leur hiérarchie. Les enquêtes administratives restent opaques, sans aucun droit de regard syndical.

Il faut un **vrai plan contre les VSS au travail** : l'écoute et la présomption de véracité de l'agente, la mise en œuvre de la protection fonctionnelle pour toutes les agentes victimes, la garantie de la protection de l'emploi (si l'agente est non titulaire, vacataire) et de la carrière des victimes, le droit à des aménagements de poste, à des autorisations spéciales d'absence pour faire ses démarches, à la possibilité d'une mobilité fonctionnelle ou géographique choisie, la prise en charge médico-sociale et psychologique de la victime sans frais à sa charge, l'accompagnement du collectif de travail, une formation d'une journée minimum à tous les niveaux de la Ville de Paris, la suspension de l'agresseur présumé en attendant les résultats de l'enquête (éloignement du lieu de travail et maintien du salaire), un budget ambitieux alloué à un programme de prévention sur tous les sites...

Lundi tous.tes dans la rue !

En soutien à toutes les victimes, femmes et enfants, en refus de l'impunité qui protège les agresseurs.

Pour une loi-cadre intégrale et des moyens.

Des dizaines d'associations féministes, enfantistes, de syndicats et de partis progressistes appellent à manifester dans tout le pays.

Lundi 7 septembre Rassemblement 19h Place Vendôme

[Coalition féministe loi intégrale](#)

